

Chapitre III : Manquements concernant les jeunes âgés de moins de dix-huit ans

L. 4753-1

Ordonnance n°2016-413 du 7 avril 2016 - art. 3

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Le fait de ne pas se conformer aux décisions prises par l'agent de contrôle de l'inspection du travail mentionné à l'article **L. 8112-1** en application de l'article **L. 4733-2** ou de l'article **L. 4733-3** est passible d'une amende au plus égale à 10 000 euros par jeune concerné.

L. 4753-2

Ordonnance n°2016-413 du 7 avril 2016 - art. 3

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Le fait d'employer un travailleur âgé de moins de dix-huit ans à un ou plusieurs travaux interdits prévus à l'article **L. 4153-8** et aux dispositions réglementaires prises pour son application ou à des travaux réglementés prévus à l'article **L. 4153-9** en méconnaissance des conditions énoncées à ce même article et des dispositions réglementaires prises pour son application est passible d'une amende de 2 000 euros par travailleur concerné.

Chapitre IV : Manquements aux règles concernant les repérages avant travaux

L. 4754-1

LOI n° 2016-1088 du 8 août 2016 - art. 113 (V)

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Le fait pour le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire de ne pas se conformer aux obligations prévues à l'article **L. 4412-2** et aux dispositions réglementaires prises pour son application est passible d'une amende maximale de 9 000 €.

Chapitre V : Manquements aux règles concernant la conception, la fabrication et la mise sur le marché des équipements de travail et des équipements de protection individuelle

L. 4755-1

LOI n°2021-1018 du 2 août 2021 - art. 10

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Par exception au premier alinéa de l'article **L. 4751-1**, les amendes prévues au présent chapitre sont prononcées et recouvrées par l'autorité de surveillance de marché compétente, dans les conditions définies aux articles **L. 8115-4**, **L. 8115-5**, à l'exception de son troisième alinéa, **L. 8115-6** et **L. 8115-7**, sur le rapport d'un des agents mentionnés aux articles **L. 4311-6** ou **L. 4314-1**.

L. 4755-2

LOI n°2021-1018 du 2 août 2021 - art. 10

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

L'article **L. 4751-2** ne s'applique pas au présent chapitre.

L. 4755-3

LOI n°2021-1018 du 2 août 2021 - art. 10

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

I.-Est puni d'une amende maximale de 50 000 € le fait pour un opérateur économique au sens de l'article 3 du règlement (UE) 2019/1020 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 sur la surveillance du marché